

Subsides

PAR ADRIEN DE MARNEFFE

La mainmise socialiste sur LES AIDES À L'EMPLOI

▶ La DH s'est procuré le cadastre complet des APE. Constat : de fortes sommes (14,2 millions €) irriguent les ASBL socialistes.

▶ Les aides à l'emploi (APE) constituent une manne considérable d'argent public qui vient irriguer des milliers d'ASBL en Wallonie. De ces aides dépend la survie de nombreuses associations. Les sommes sont colossales : les APE représentent 1 milliard d'euros au total, sur un budget wallon de 14 milliards. Elles sont distribuées directement aux associations du secteur non marchand, mais aussi par les pouvoirs locaux (villes, communes, CPAS).

C'est un secret de polichinelle : ces subsides ont été octroyés par les ministres successifs en charge de l'Emploi, selon des critères parfois peu objectifs, sans transparence.

En d'autres termes, leur attribution s'est souvent apparentée au fait du prince.

L'opacité sur ces fonds n'a pas été levée par les gouvernements qui se sont succédé. La majorité MR-CDH tente d'agir en ce sens, en lançant notamment le mouvement de transparence des subsides. Mais le cadastre des APE reste un secret jalousement gardé par l'administration.

La DH est parvenue à se procurer ce fameux cadastre, qui reprend l'intégralité des ASBL qui bénéficient des subsides, et les montants octroyés.

LES PARTIS ont-ils utilisé l'argent public pour favoriser les associations qui leur étaient favo-

rables ou carrément encartées ? La lecture de ce cadastre donne de sérieuses indications en ce sens.

"L'analyse nous montre un saupoudrage d'aides à l'emploi particulièrement favorable aux associations d'obédience socialiste : mutuelle, syndicat, associations militantes ou encore de la jeunesse. De très nombreux abus ont été commis dans la répartition et l'utilisation de ces fonds wallons du côté non marchand, nous glisse la source wallonne qui nous a transmis le dossier. Les attributions de ces points n'ont jamais fait l'objet d'aucun critère objectif."

Dans les fichiers remplis de chiffres, de dates et de lieux (à consulter en intégralité sur DH.be dès ce vendredi), on peut lire noir sur blanc les montants octroyés à chaque ASBL, dans chaque secteur, dans chaque commune.

Sur cette base, une liste des ASBL liées ou du moins fortement noyauté par les partis politiques a ainsi été établie, selon les montants perçus.

Constat : le PS, et CDH dans une moindre mesure, se taille la part du lion. Ces deux partis ont occupé le pouvoir entre 2004 et 2017, en Wallonie.

Ainsi, sur 4 579 ASBL wallonnes bénéficiant d'aides à l'em-

ploi, on trouve au minimum 86 ASBL socialistes ou satellites du parti, pour 11 du pilier humaniste, 6 écologistes et 7 libérales.

La CSD (Centrale de service à domicile, réseaux Solidaris) se révèle même le premier employeur APE de Wallonie. La plus importante de ces CSD, celle de Liège, représente 3,686 millions €. Aucune ASBL wallonne ne touche autant. Le total CSD wallon avoisine les 6,8 millions €.

Les Femmes prévoyantes socialistes récoltent au total quelque 700 000 €, dont 46 004 € rien que pour Charleroi.

La FGTB perçoit sous ses diverses formes un montant conséquent entre les jeunes FGTB (128 813 €) ou encore form'action André Renard (70 540 €), etc.

Les mouvements de jeunesse socialistes, les Faucons rouges, perçoivent quant à eux quelque 90 000 €.

AU TOTAL, LES ASBL socialistes et satellites récoltent annuellement (chiffres 2017) et selon l'hypothèse la plus basse, 14,232 millions €.

Pour rappel, le projet de réforme des APE, porté par le ministre wallon de l'Emploi Pierre-Yves Jeholet, se heurte à un vif rejet de l'opposition, PS en tête. Les socialistes estiment que la réforme "menace des

milliers d'emplois", en particulier dans le secteur de l'aide aux personnes. Des manifestations ont eu lieu en guise de vive protestation. La FGTB estime que cette réforme pourrait coûter quelque 3500 emplois, ce que continue de nier le ministre Jeholet.

Il est cependant indéniable que le système actuel des APE finance un grand nombre d'associations de la galaxie socialiste.

"Il est clair qu'une telle somme justifie la nervosité du parti socialiste à l'égard de cette réforme, et la transparence qu'elle induira !",

ajoute notre source wallonne.

Le CDH n'est pas à plaindre, lui non plus, dans la répartition. Les ASBL humanistes ont perçu en 2017 (derniers chiffres validés officiellement) 7,026 millions €. Quant à Ecolo ou au MR, ils se contentent des miettes.

Adrien de Marneffe

"Une telle somme explique la nervosité du Parti socialiste."

LES ASBL POLITISÉES ET SATELLITES DES PARTIS QUI BÉNÉFICIENT DE POINT APE

SOCIALISTES

	MONTANT OCTROYÉS EN 2017
CENTRALE DE SERVICES A DOMICILE - SOLIDARIS (CSD SOLIDARIS) ASBL	3 686 509,96 €
CENTRALE DE SERVICES A DOMICILE A DINANT-PHILIPPEVILLE - C.S.D. DINANT-PHILIPPEVILLE ASBL	889 424,2 €
CENTRALE DE SERVICES A DOMICILE DU CENTRE ET DE SOIGNIES (CSD) ASBL	441 645,12 €
CENTRE SOCIALISTE D'ÉDUCATION PERMANENTE CESEP ASBL	390 855,93 €
CLINIQUE ANDRE RENARD - FONDS ET SERVICES SOCIAUX - SOLIDARIS ASBL	79 741,48 €
F.A.M. - FAM (FORMATION-ACTION-MILITANTISME) - SOLIDARIS - MOUVEMENT DE PROMOTION SOCIOCULTURELLE DES FEMMES PRÉVOYANTES SOCIALISTES DE LIEGE-HUY-WAREMME ASBL	125 746,18 €
FEMMES PRÉVOYANTES SOCIALISTES ASBL	456 980,02 €
JEUNES DE LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE - JEUNE FGTB ASBL	128 813,16 €
LA CENTRALE DE SERVICES A DOMICILE DU BRABANT WALLON (CSD) ASBL	702 338,42 €
LATITUDE JEUNES DE LA PROVINCE DE NAMUR - RESEAU SOLIDARIS	346 568,74 €
LES FAUCONS ROUGES ASBL	49 071,68 €
LES FEMMES PRÉVOYANTES SOCIALISTES DE MONS-BORINAGE ASBL	107 344,3 €
VACANCES SOLIDARIS ASBL (ANCIENNEMENT JEUNESSE ET VACANCES ASBL)	21 468,86 €
...	...
	14 232 903 €



AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL ASBL	3 468 754,38 €
CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE (C.J.C) ASBL	1 597 896,58 €
FIBBC - FÉDÉRATION INTERDIOCESAINE DES BIBLIOTHÉCAIRES ET DES BIBLIOTHÈQUES CATHOLIQUES ASBL	133 4136,3 €
DOUR DÉVELOPPEMENT DURABLE - 3D ASBL	24 535,84 €
...	...
	7 026 451 €



FÉDÉRATION DES JEUNES MUTUALISTES LIBÉRAUX A.S.B.L.	309 764,98 €
JEUNES MR - JEUNES LIBÉRAUX ASBL	24 535,84 €
...	...
	4 81 515 €



ÉCOLO

INTER-ENVIRONNEMENT WALLONIE ASBL	116 545,24 €
...	...
	754 477 €

300 000 € PAR AN POUR LA MAISON DE LA POÉSIE D'AMAY

▣ Les points APE servent à financer des secteurs très variés : de la protection de l'écrevisse, à Oxfam, en passant par une maison de la poésie.

► Le cadastre des points APE permet de constater quelles ASBL, dans quelles communes, récupèrent quels montants. On y trouve quelques données intéressantes.

Le montant de certains subsides, couplé à leur localisation, peut surprendre. Ainsi, la maison de la poésie d'Amay, commune dont Jean-Michel Javaux, ex-président d'Écolo, est le bourgmestre, bénéficie d'un subside annuel de 297 497 €. La somme paraît importante, s'agissant d'une commune d'à peine 14 000 habitants.

“Je ne suis jamais intervenu pour l'attribution de points APE à la maison de la poésie. Elle n'a pas de lien avec la commune, ni avec moi. Si j'avais dû obtenir des points APE, ce n'est pas là que je les aurais mis. La création date d'avant que je sois bourgmestre”, nous précise Jean-Michel Javaux, en référence à l'ancienne majorité absolue socialiste. “Les relations étaient d'ailleurs plutôt tendues avec la commune.”

Autre montant a priori important : l'association des moniteurs de gymnastique sportive, basée à Liège, récolte 444 712 €.

Oxfam, quant à elle, touche 1,3 million €.

Plus étonnant: l'association pour la sauvegarde et la promotion des écrevisses indigènes reçoit, quant à elle, 36 803 € par an.

AdM

Les APE, un système dont dépendent 60 000 emplois

Quelque 60 000 personnes dépendent actuellement du système APE. Il bénéficie à des personnes inscrites comme demandeurs d'emploi inoccupés. Le projet de réforme des APE, porté par Pierre-Yves Jeholet (MR) prévoit un remplacement des points APE actuels par un nouveau dispositif. Ils seront désormais sous la responsabilité de chaque ministre fonctionnel, qui sera chargé à son tour d'établir les priorités de son secteur en fonction de critères transparents.

Le projet de réforme des APE a été approuvé, mardi, en commission du Parlement de Wallonie. Il sera soumis au vote de l'assemblée réunie en séance plénière le 20 mars prochain.

En pratique, la période transitoire d'un an débutera bien le 1^{er} janvier 2020, la réforme des APE entrant en application, elle, le 1^{er} janvier 2021, avec un phasage différent selon les ministres à partir de 2022.

AdM

“LE CLIENTÉLISME, L'UN DES MAUX WALLONS”

Philippe Destatte est directeur de l'Institut Jules Destrée et ex-chef de cabinet du ministre Jean-Maurice Dehousse (PS).

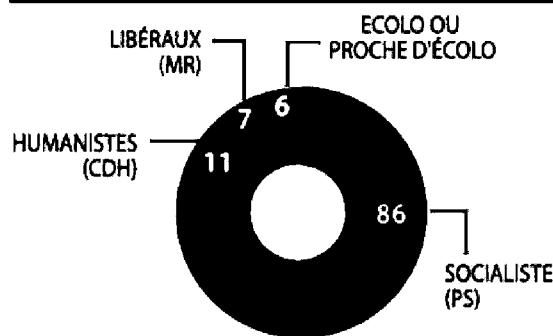
On le voit clairement dans le cadastre des aides à l'emploi : le PS récolte de nombreuses APE.

“Je n'en suis pas surpris, car c'est logique. Mais d'une logique qu'on peut expliquer. Il faut dire que le PS et le CDH sont très présents et particulièrement dynamiques dans certains secteurs comme l'éducation permanente. Ce n'est en revanche pas la préoccupation première des libéraux. Le côté le plus négatif, c'est ce partage du gâteau entre les partis qui ont accès aux moyens publics. Dans une situation où les élus ont de moins en moins de moyens de distribuer des emplois, il y a là cette tentation du clientélisme. Dans un certain nombre de cas, on agit sans que l'avis de l'administration soit requis. C'est la logique du fait du prince : un des maux wallons. Les partis utilisent la sphère publique à leur profit, ou à celui de leur clientèle. Chez nous, l'intérêt général est loti par les partis politiques. Il y a aussi la logique de l'esprit de clocher. Comme quand Rudy Demotte obtient des moyens pour la Wallonie picarde. C'est dans la culture wallonne.”

Cela concerne-t-il des partis plus que d'autres ?

“Le PS a été dans une logique de participation au pouvoir depuis assez longtemps juste pour prendre sa part du gâteau. Le clientélisme se poursuit également dans l'administration. Des personnes qui se trouvaient en appui des cabinets ministériels m'ont déjà dit : ‘Si tu veux des points APE, tu peux en avoir, on en distribue.’ J'ai refusé. Mais beaucoup d'associations sont dans cette logique. Dans le même temps, d'autres, par exemple dans celles qui viennent en aide aux migrants africains, ne fonctionnent pas comme cela et sont en difficulté pour obtenir des aides.”

NOMBRE D'ASBL



Estimez-vous qu'il y a un lien entre les protestations du PS contre la réforme des APE et la crainte de perdre leur influence ?

“Oui, certainement. La prise de conscience ne s'est pas encore faite chez certains : si on veut maintenir un équilibre dans notre société, il faut créer de la valeur. Mais aussi, faire en sorte que le secteur associatif ne prenne pas la place des indépendants et des entreprises qui, elles, payent de la TVA. Pour être juste, je précise que les entreprises aussi perçoivent des aides et qu'on y trouve aussi un certain clientélisme, bien que moins manifeste.”

Vous êtes favorable à une réforme du système APE ?

“Le système actuel des APE est très négatif. Depuis le début des années 90, nous avons mis en évidence le manque d'emplois dans le monde de l'entreprise, en Wallonie, par rapport à la Flandre et à d'autres pays. Le différentiel se chiffre à 90 000 emplois en comparaison. De nombreux points APE subsidient des entreprises qui ne produisent pas de valeur ajoutée mais sont uniquement à charge. Cela va poser problème avec la diminution annoncée des transferts de la Flandre vers la Wallonie pour financer la sécurité sociale ou encore avec la sortie du nucléaire. Comment garder une cohésion sociale si on ne crée pas de valeur ? Sur le plan économique, les APE créent un déséquilibre. D'autant que ce système privilégie les contrats précaires, à durée déterminée.”

AdM

TOP 10 DES PLUS GROS FINANCEMENTS

CENTRALE DE SERVICES A DOMICILE - SOLIDARIS (CSD SOLIDARIS) ASBL

3 686 509,96 €

AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL ASBL

3 468 754,38 €

CROIX ROUGE DE BELGIQUE ASBL

3 263 266,72 €

SOS DÉPANNAGE ASBL

2 499 588,70 €

AIDE ET SOINS A DOMICILE HAINAUT ORIENTAL ASBL

2 481 186,82 €

AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL ASBL

2 395 464,73 €

FONDATION RURALE DE WALLONIE ASBL

1 870 857,80 €

CENTRE RÉGIONAL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE A.S.B.L.

1 748 178,60 €

ACTIONS RÉGIONALES POUR LA COLLECTIVITE (ASBL ARC SERVICES)

1 619 365,44 €

CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE (C.J.C) ASBL

1 597 896,58 €

MAISON MARIE IMMACULÉE - MMI - M.M.J. ASBL

1 573 360,74 €